

Face à la corruption, s'indigner ne suffit plus

PAR FABRICE ARFI
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 7 FÉVRIER 2017



Des milliers de Roumains ont manifesté, le 5 février 2017, contre la corruption du régime. © Reuters

Doit-on continuer à regarder le grand feuilleton des « affaires » qui fracassent la vie publique depuis trente ans comme on va au cirque ? En Roumanie, en Islande ou au Brésil, des foules manifestent contre la corruption des classes dirigeantes. En France, rien. Il est aussi de la responsabilité des citoyens d'agir.

Bon. Qu'est-ce qu'on fait maintenant ? On continue, tels des automates sous hypnose, à regarder le grand feuilleton des « affaires » qui fracassent la vie publique depuis trente ans comme on va au cirque ?

Mesdames et messieurs, voici l'illusionniste **François Fillon** : y a un emploi, y a plus d'emploi ! [applaudissements dans le public]

Et maintenant le jongleur **Nicolas Sarkozy** : pas une, pas deux, pas trois, mais dix affaires dans lesquelles il est cité ! [“waouh”, s'exclament les spectateurs]

Sans oublier l'incroyable acrobate **Jérôme Cahuzac** : il est chargé au sein du gouvernement de lutter contre la fraude fiscale tandis qu'il est lui-même un fraudeur fiscal depuis vingt ans ! [souffles coupés dans la salle]

Vous l'adorez, le clown **Jean-Christophe Cambadélis** : il n'hésite pas à mettre en doute publiquement l'honnêteté de Fillon alors qu'il a lui-même été condamné deux fois par la justice dans des affaires d'emplois fictifs ! [rires unanimes]



Le couple Fillon au meeting de la Villette © Reuters

Des numéros de cette qualité, la France en a des wagons à proposer, à gauche comme à droite ou à l'extrême droite : Le Pen, Dassault, Lagarde, Balkany, Guérini, Giacobbi, Andrieux, Squarcini, Boillon, Guéant, Kucheida, etc. Il faut vraiment vivre dans un monde parallèle – celui de la communication sidérante et du commentariat sidéré – pour ne pas faire le constat d'un pays ravagé par ses démons : la corruption, les arrangements avec l'éthique, la fraude et l'évasion fiscales, les conflits d'intérêts.

Le décentrement permet de voir comme nous sommes vus. Et c'est moche. Les médias étrangers, **anglais, allemands, scandinaves** ou **américains**, n'ont plus de mots pour décrire l'état de corruption de la France.

C'est la honte.

Dans d'autres pays, en Roumanie ces derniers jours, en Islande au moment de la révélation des *Panama Papers*, au Brésil il y a peu, les citoyens se sont emparés du premier des biens communs, la rue, pour manifester et crier leur indignation. Pour dire – excusez l'expression – qu'il serait peut-être temps d'arrêter de se foutre de notre gueule.

Et en France ? Eh bien, en France, rien. Funambules de la vie publique, nous regardons, extatiques, passer ces affaires qui surgissent dans le quotidien des matinales radio et des chaînes d'info en continu et qui disparaissent aussi vite qu'elles sont apparues. Puis on passe à autre chose, comme si le monde de la politique (celui des programmes et du débat d'idées) et la *furia*

des scandales n'étaient pas liés. Comme si l'un et l'autre évoluaient dans deux mondes parallèles qui ne se rencontraient jamais.

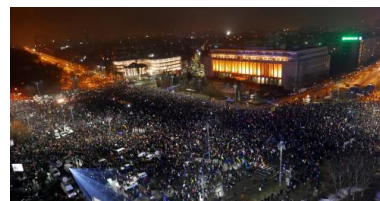
On ne le répètera jamais assez : les affaires ont un sens. Elles sonnent, quand les faits qu'elles portent sont vérifiés et d'intérêt public, comme le signal d'alarme d'une démocratie qui suffoque. La facture est lourde. Nous – le "nous" citoyen qui ne fait le tri ni des convictions ni des cheminements personnels – en sommes tous les victimes invisibles.

Démocratiquement, elles nous désespèrent en ce qu'elles alimentent le sentiment qu'il existerait une classe dirigeante qui ne fait pas ce qu'elle dit, qui détourne elle-même ce qu'elle prône, qui est, en somme, comme un enfant de 5 ans, incapable de se discipliner, à l'abri d'un puissant sentiment d'impunité.

Financièrement, les affaires nous coûtent. Elles frappent notre portefeuille. Il y a un invariant de la corruption et de tous ses corollaires : l'enrichissement d'un seul signifie l'appauvrissement de tous. Ce n'est pas un hasard si l'étymologie grecque du mot "corruption" (*phthora*) signifie le contraire de la création. C'est-à-dire la destruction.

Les affaires Fillon, Sarkozy ou Cahuzac, pour ne citer qu'elles, ne concernent pas que Fillon, Sarkozy ou Cahuzac. Elles nous concernent, nous. Mais comme à chaque fois, les sorciers de la communication, qui sont vraiment devenus la plaie de notre vie politique, parviennent à déporter l'enjeu.

Le problème, ce serait cette chienne de presse, aujourd'hui *Le Canard enchaîné* et Mediapart, hier *Le Monde* ou d'autres. La diversion est vieille comme les siècles. Souvenons-nous de la fameuse maxime de Condorcet, rappelée récemment sur Twitter par Bernard Pivot : « *Tout homme qui fera profession de chercher la vérité et de la dire, sera toujours odieux à celui qui exercera l'autorité* » (*Mémoires sur l'instruction publique*, 1792).



Des milliers de Roumains ont manifesté, le 5 février 2017, contre la corruption du régime. © Reuters

Le souci, ce serait également cette prétendue dictature de la transparence. Ce mot, qui a été créé par ceux qui n'en veulent pas, comme s'il s'agissait de transpercer les corps pour voir à travers, est devenu le nouveau piège de la conversation publique. Pendant les débats d'assemblée de la Révolution française, il y avait pourtant un bien plus joli mot pour décrire ce qui nous occupe : la publicité. Soit ce qui doit être su parce qu'appartenant au public. Le mot a malheureusement été capté depuis par la valeur marchande.

Mais appelons-la comme on veut, cette transparence. Au fond, peu importe. Ce qui compte, c'est la promesse démocratique qu'elle porte depuis le XIX^e siècle et qui a été consacrée comme telle par de grands penseurs de la démocratie. Par exemple avec le philosophe utilitariste Jeremy Bentham, un libéral pur sucre, qui écrivait dans sa *Tactique des assemblées politiques délibérantes* (1840) : « *Plus l'exercice du pouvoir est exposé à un grand nombre de tentations, plus il faut donner à ceux qui en sont chargés de puissants motifs pour y résister. Mais il n'en est point de plus constant et de plus universel que la surveillance du public. Le corps du public compose un tribunal, et un tribunal qui vaut mieux que tous les tribunaux ensemble [...]. Le soupçon est toujours errant autour du mystère.* »

Par exemple avec Benjamin Constant, qui affirmait dans *De la responsabilité des ministres* (1815) : « *On ne conjure point les dangers en les dérochant aux regards. Ils s'augmentent au contraire de la nuit dont on les entoure. Les objets se grossissent au sein des ténèbres. Tout paraît, dans l'ombre, hostile et gigantesque.* »

La transparence est une inquiétude qui nous met en vigilance. Il faut la voir comme une chance et non comme une menace. L'ignorance, elle, est un confort qui nous condamne.

Les concepts sont aujourd'hui à ce point malmenés qu'un député socialiste comme René Dosière, pourtant réputé pour être un inlassable contempteur des dépenses outrancières de l'Élysée, ou qu'un "grand avocat" comme Éric Dupond-Moretti viennent sur les plateaux télé défendre l'idée que, dans l'affaire Fillon, il est tout de même choquant, au nom de la séparation des pouvoirs, que la justice s'intéresse aux attributs du Parlement. Mais ladite séparation des pouvoirs n'a jamais été la liberté donnée à chaque pouvoir (législatif, exécutif et judiciaire) de faire n'importe quoi. C'est même précisément l'inverse.

« Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir. » C'est ainsi que le plus fervent théoricien de la séparation des pouvoirs, Montesquieu, avait défini le concept dans *L'Esprit des lois*. C'était en... 1748.

Dans ces moments de post-vérité, où ce ne sont plus les faits qui font l'opinion, mais les opinions qui font les faits, la réalité est en train de devenir une hypothèse comme une autre. Pourtant, « *abandonner les faits, c'est abandonner la liberté* », comme l'a dit récemment dans *Le Monde* l'historien américain Timothy Snyder. Parce que si rien n'est vrai, alors personne ne pourra plus critiquer les pouvoirs (quels qu'ils soient) et tout deviendra spectacle. Le spectacle de notre déchéance, qui n'est pas une fatalité.

Il suffit juste de commencer par ouvrir les yeux. Car il est aussi de la responsabilité des citoyens d'agir, en manifestant, en imposant que la lutte contre la corruption soit un programme politique, en se réappropriant cette parcelle de démocratie qu'on nous enlève.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.